

DÉCLARATION DE LA CEN

Bien loin de céder à l'attentisme, la CGT Finances Publiques continue à travailler, dans l'unité syndicale la plus large, à donner des prolongements à la journée de grève du 27 novembre (états généraux, manifeste...) et faire entendre les revendications des personnels.

Dans toutes les directions, elle s'est saisie des Comités Techniques Locaux pour mener des initiatives contre les déclinaisons locales des suppressions d'emplois, la baisse drastique des moyens de fonctionnement, le gel des rémunérations, la casse des plans de promotions et toutes les restructurations engagées.

Les discours et la réalité séparés par un gouffre !

Le pouvoir a fondé son argumentaire de rupture avec la RGPP sur un arrêt des baisses d'effectifs. Outre les 2062 suppressions d'emplois opérées à la DGFIP et la multiplication des vacances de postes, nous constatons que le plafond des autorisations d'emplois de l'État accuse une diminution globale de 19 177 ETPT (équivalent temps plein travaillé).

Les crédits relatifs aux mesures catégorielles accusent une baisse de 40% par rapport à 2012. Avec un passage de 57,1 millions d'euros en 2012 à environ 35 millions d'euros pour 2013, notre administration n'est pas épargnée.

Alors que le gouvernement ne prend aucune mesure concrète pour mettre fin aux agissements voyous des responsables de la crise, les services publics sont sacrifiés sur l'autel de l'austérité imposée par la TROIKA (Banque Centrale Européenne, Union Européenne, FMI)

Non à la MAP et à l'acte III de la décentralisation !

Avec la modernisation de l'action publique et l'acte III de la décentralisation, les objectifs politiques de la majorité actuelle sont clairs :

- ▶ **Affaiblissement de la puissance publique de l'Etat,**
- ▶ **Participation active à la volonté de remodelage de l'espace politique et économique européen fondé sur le démantèlement des cadres nationaux**
- ▶ **Le danger d'autonomie fiscale des régions,**

Avec la mise en concurrence des territoires, les menaces sur le statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers, les menaces sur les régimes indemnitaires et sur les fermetures de nombreux services publics de proximité, se dessine progressivement l'effacement de la République au profit des lois de la jungle des marchés financiers.

Montreuil, le 21 janvier 2013

Syndicat national CGT Finances Publiques

Case 450 ou 451

263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr

• Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr • dgfip@cgt.fr

• Tél : 01.55.82.80.80 • Fax : 01.48.70.71.63

La CGT Finances Publiques estime que ces choix concernent tous les citoyens qu'ils soient agents ou simples usagers. C'est pourquoi, elle exige un grand débat public portant sur le rôle et la place des services public dans une vision moderne et progressiste axée sur la réponse aux besoins de la nation et affranchie des conceptions libérales.

Démarche Stratégique :

A l'Heure de Windows 8, on est toujours bloqué au DOS !

Engagés dans tous les ministères, la démarche stratégique mise en œuvre à la DGFIP n'est rien d'autre qu'un « remake en pire du DOS ». Officiellement réalisée pour améliorer les conditions de vie au travail, elle ne consiste en réalité qu'à réorganiser le pilotage des missions et l'exécution des tâches de travail pour les adapter aux pénuries d'emplois et aux contraintes budgétaires.

La CGT Finances Publiques met en garde les personnels contre cet outil d'accompagnement des réformes liquidatrices pour nos missions et nos emplois !

Le 31 Janvier : Un tremplin pour l'action et les convergences de lutte dans la Fonction Publique !

Une, des conditions pour inverser les logiques régressives à l'œuvre contre les services publics, réside dans le rassemblement des personnels de la fonction publique sur les bases unitaires les plus larges.

La CGT Finances Publiques estime que ce processus implique d'élever le rapport de force, dans chacun des secteurs. Dans la Fonction Publique de l'Etat, dans la Territoriale, dans le secteur hospitalier et dans de nombreuses entreprises publiques, le 31 janvier sera l'occasion d'agir dans ce sens.

La CGT Finances Publiques appelle les agents à l'action, à participer et à développer toutes les initiatives revendicatives, y compris par la grève, pour créer les conditions d'un grand mouvement permettant les convergences de lutte dans la Fonction Publique !